

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
CEDEX 2  
45072 Orléans

Orléans, le 02/05/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FAIENCERIES DE GIEN (Sté Nouvelle des)**

78 place de la Victoire  
45500 Gien

Références : n°181/2025  
Code AIOT : 0010001123

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement FAIENCERIES DE GIEN (Sté Nouvelle des) implanté 78 place de la Victoire 45500 Gien. L'inspection a été annoncée le 10/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre du programme prévisionnel de l'inspection.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FAIENCERIES DE GIEN (Sté Nouvelle des)
- 78 place de la Victoire 45500 Gien
- Code AIOT : 0010001123
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FAÏENCERIE de Gien, implantée à GIEN depuis 1821, est spécialisée dans la fabrication de vaisselles et objets de décor en faïence.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Produits dangereux	Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
5	Conformité des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Plan de surveillance des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Bruit et vibrations	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 45	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 3 - 3.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
15	Qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 3.5.2.2.	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 1.4.	Sans objet
2	Propreté générale des installations	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9	Sans objet
3	Plan des zonages à risques	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Dispositions pour limiter les envols de poussières	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37	Sans objet
8	Valeurs limites d'émission en poussière (activité 2515)	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41	Sans objet
9	Qualité des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 3, 4.2	Sans objet
10	Périodicité des mesures des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 4.3.	Sans objet
11	Respect des VLE chaudières (rubrique 2910 déclaration)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.	Sans objet
14	Volume d'eau maximal prélevé	Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 3.1.3.	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 1.4.
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Conformité au dossier
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les différentes activités seront situées et installées conformément au plan joint à la déclaration et exploitées sous réserve des prescriptions du présent arrêté. Tout projet de modification de l'activité ou de son mode d'exploitation devra, avant sa réalisation, être porté à la connaissance du préfet du Loiret.
<b>Constats :</b>  Le process de fabrication des pièces produites par la faïencerie de Gien n'a pas évolué depuis de nombreuses années.

<p>Lors de la visite, aucune activité ou quantité de produits stockés, autres que celles déjà mentionnées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation n'a été constaté par l'inspection. Toutefois, compte tenu de l'évolution de la nomenclature des installations classées pour l'environnement et des régimes de classement, il serait utile que l'exploitant transmette à l'inspection un tableau de classement actualisé de ses activités.</p> <p><b>Pas d'écart relevé sur ce point.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>26Compte tenu de l'évolution de la nomenclature des installations classées pour l'environnement et des régimes de classement associés, il conviendrait que l'exploitant transmette à l'inspection un tableau de classement actualisé de ses activités.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Propreté générale des installations**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Propreté des locaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de poussières.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu constater que le site était très propre, à l'extérieur comme à l'intérieur des bâtiments.</p> <p><b>Pas d'écart relevé sur ce point</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Plan des zonages à risques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Zonage à risques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques, sont susceptibles d'être à l'origine d'un accident pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Le cas échéant, l'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque et précise leur localisation par une signalisation adaptée et compréhensible.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général du site sur lequel sont reportées les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan des zones à risque. Les principaux risques recensés sont relatifs au risque ATEX lié à l'alimentation des fours en gaz.</p> <p><b>Pas d'écart relevé sur ce point.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Produits dangereux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 07/07/2009, article Annexe I, article 3.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stock de produits dangereux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté quelque fiches de données de sécurité des substances dangereuses susceptibles d'être présentes sur le site. La majorité de ces substances sont en lien avec la maintenance des outils de production (huiles...). De petites quantités de peinture ou encres sont utilisées pour réaliser les décors sur les produits fabriqués. En revanche, l'exploitant n'a pas formalisé de liste précise associée à un état des stocks des produits dangereux présents.</p> <p><b>Écart : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état des stocks des produits ou matières dangereuses présentes sur le site et ne dispose pas d'un plan général des stockages.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection la liste des matières ou substances dangereuses susceptibles d'être présentes avec les quantités présentes et les risques associés (substances inflammables, dangereuses pour l'environnement...). Cet état des stocks doit être tenu à jour et la localisation des stocks doit être clairement identifiée sur un plan du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 5 : Conformité des installations électriques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 16</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>[...] L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle de ses installations électriques établi suite à la visite ayant eu lieu du 25 au 29 novembre 2024 ainsi que le Q18 associé.</p> <p>Pour rappel, lors de la dernière visite de l'inspection du 5 mars 2019, de nombreux écarts avait été constatés sur le rapport de contrôle. Sur demande de l'inspection, l'exploitant transmet un état d'avancement des travaux de mise en conformité progressive des installations. Le dernier état d'avancement date de novembre 2023.</p> <p>Au regard du rapport de contrôle des installations électriques établi en 2024, l'inspection constate qu'aucune remarque n'a été formulée sur les installations haute tension. Plusieurs écarts sont toutefois relevés sur la basse et très basse tension. 11 écarts conduisent encore à classer les installations comme pouvant présenter un risque d'incendie ou d'explosion. 5 sont localisés dans les bâtiments de production.</p> <p>L'inspection relève que de gros investissements ont été faits pour restaurer la qualité des installations électriques. Un électricien a été embauché depuis 2 ans pour mener à terme cette remise à niveau.</p> <p>Néanmoins, l'écart est maintenu jusqu'à la présentation d'un Q18 conforme.</p> <p><b>Écart : Les installations électriques présentent toujours un risque d'incendie ou d'exposition.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection le prochain rapport de contrôle des installations électriques et le Q18 associé. Pour les éventuelles non-conformités relevées, l'exploitant continuera de transmettre à l'inspection un état d'avancement annuel du plan d'actions mis en place par degré de priorité afin de résorber ces non-conformités.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 6 : Dispositions pour limiter les envois de poussières**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 37</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emission de poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité. À ce titre, l'exploitant décrit les différentes sources d'émission de poussières, aussi bien diffuses que canalisées, et définit toutes</p>

les dispositions utiles mises en œuvre pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières. [...]
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu constater que le process n'était pas à l'origine de production de poussières dans l'environnement.</p> <p>Les différentes matières premières (terres argiles...) sont entreposées dans un bâtiment fermé. Les opérations de préparation des mélanges (matières d'œuvre) sont également réalisées dans un bâtiment fermé et en présence d'eau pour conduire à la production d'une barbotine très liquide. Ce dernier bâtiment est nettoyé régulièrement.</p> <p><b>Pas d'écart relevé sur ce point.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Plan de surveillance des retombées de poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pour rappel, depuis le 1er juillet 2013, les installations classées sous la rubrique 2515 pour un régime d'enregistrement sont soumises à un plan de surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières dans l'environnement.</p> <p>Interrogé sur ce point l'exploitant a indiqué ne pas réaliser ce suivi.</p> <p><b>Écart : L'exploitant ne réalise pas de surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Au vu des activités réalisées sur le site, classée sous la rubrique 2515, l'inspection considère qu'une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières n'apparaît pas judicieuse.</p> <p>Dans ces conditions, l'exploitant doit faire une demande d'aménagement des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 afin que l'article 39 ne lui soit pas applicable.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois



**N° 8 : Valeurs limites d'émission en poussière (activité 2515)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 41
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Selon leur puissance, la concentration en poussières émises par les installations respectent les valeurs limites suivantes : [...]  - pour les autres installations : 40 mg/Nm <sup>3</sup> pour les installations existantes, [...]  Ces valeurs limites sont contrôlées au moins annuellement selon les dispositions définies à l'article 56 du présent arrêté. [...]
<b>Constats :</b>  Les postes de brossage et d'ébavurage sont concernés par cette disposition. Ces postes sont équipés d'aspiration et d'un système de traitement des poussières par filtration sur manches. Les postes de préparation des mélanges (barbotine) ne conduisent pas à la production de poussières et ne sont pas équipés de canalisation de collecte de l'air dans le bâtiment. Le rapport de contrôle des rejets atmosphériques du 9 novembre 2022 réalisé par l'APAVE a bien concerné ces postes de brossage / ébavurage. Les concentrations en poussières en sortie sont très inférieures à la valeur limite réglementaire.  <b>Pas d'écart relevé sur ce point.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Qualité des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 3, 4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE poussières dans les rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les effluents gazeux doivent respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101.3 kilo pascale) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec)  Les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas contenir plus de 150 mg/Nm <sup>3</sup> de poussières. Le point de rejet doit dépasser d'au moins trois mètres les bâtiments situés dans un rayon de quinze mètres.
<b>Constats :</b>  A la demande de l'inspection l'exploitant a présenté le rapport de contrôle des rejets atmosphériques du 9 novembre 2022 réalisé sur les trois postes de brossage des pièces et sur les

<p>canalisations de rejet des fours et de la chaudière .</p> <p>Dans ce rapport, l'inspection ne relève aucun dépassement des valeurs limites d'émission en poussières pour l'ensemble des conduits.</p> <p><b>Pas d'écart relevé sur ce point.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Périodicité des mesures des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 4.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, périodicité des mesures sur rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants doit être effectuée, selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins tous les trois ans. Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre de l'environnement quand il existe une procédure d'agrément des organismes. [...]</p> <p>Ces mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier rapport de contrôle de la qualité des rejets atmosphériques date du 9 novembre 2022 soit moins de trois ans.</p> <p>Ces contrôles ont été réalisés par la société APAVE disposant d'une accréditation COFRAC.</p> <p>La valeur retenue est une moyenne de trois mesures de 30 min durant le fonctionnement normal d'activité.</p> <p><b>Pas d'écart relevé sur ce point.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Respect des VLE chaudières (rubrique 2910 déclaration)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE chaudières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les valeurs limites d'émissions du présent point sont applicables aux installations de combustion autres que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières.</p> <p>-NOX 225 mg/Nm3</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier daté du 29 janvier 2020, l'inspection a acté le fait que sur le site sont présents :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 chaudières de 310 et 279 kW distantes de plus de 100 mètres et non raccordées à une cheminée commune,</li> </ul>

- 21 aérothermes gaz d'une puissance unitaire de 25 kW, soit une puissance totale de 525 kW,
- et 43 radiants gaz d'une puissance unitaire de 25 kW (la puissance des radiants gaz n'étant pas à comptabiliser au titre de la rubrique 2910).

Le cumul des puissances des différents appareils conduit à une puissance totale de 1,14 MW.

La fiche technique (version de novembre 2019) établie par la DGPR relative aux installations de combustion néo-soumises ( $1 \text{ MW} \leq P < 2 \text{ MW}$ ) précise que pour les installations qui ne relevaient pas de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement avant le 20 décembre 2018, les appareils de combustion non raccordés à une cheminée commune peuvent être considérés de fait comme ne pouvant être techniquement et économiquement raccordés à une cheminée commune. Dans ce cas, les installations de combustion sont distinctes.

**Sur la base de ces éléments, les installations de combustion que vous exploitez au sein de votre établissement ne sont pas classables au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.**

**L'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ne s'applique donc pas.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 12 : Bruit et vibrations

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 45

**Thème(s) :** Risques chroniques, Conformité des émergences sonores

**Prescription contrôlée :**

[...] Sous réserve de dispositions plus contraignantes définies dans les documents d'urbanisme ou de plans de prévention du bruit, les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau 1 suivant :

Niveaux d'émergence NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à é m e r g e n c e réglementée(incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 7 heures à 22 heures,sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE allant de 22 heures à 7 heures,ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

**Constats :**

A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des intensités

sonores du 2 décembre 2022.

Sur ce rapport, l'inspection constate que la mesure d'émergence n'a pas été calculée du fait que l'activité n'a pas été arrêtée.

**Écart : L'exploitant n'est pas en mesure d'attester qu'il respecte les émergences maximales autorisées au droit des zones habitées.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant procède à un nouveau contrôle des niveaux sonores et transmet les résultats à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

#### N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 3 - 3.1.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyen de lutte contre les incendies

**Prescription contrôlée :**

L'installation doit être dotée des moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) public ou privé dont un implanté à 200 m au plus du risque ou des point d'eau bassin citernes,... d'une capacité en rapport avec le risque à défendre,
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

**Constats :**

A la demande de l'inspection l'exploitant a présenté les rapports de contrôle des extincteurs et le Q4.

Ces dispositifs sont conformes au référentiel APSAD.

Des RIA sont également présents au droit de la boutique.

L'inspection a pu constater la présence d'un poteau incendie à l'arrière du bâtiment sur la voie publique. Toutefois, l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter les justificatifs que ce poteau incendie était fonctionnel.

**Écart : L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que des poteaux incendie fonctionnels**

<p>étaient disponibles à proximité du site.</p> <p>L'exploitant a présenté en complément la procédure écrite relative aux conduites à tenir en cas d'incendie.</p> <p>Une détection des fumées est également installée sur l'ensemble du bâtiment de production.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant vérifiera que le poteau incendie présent à proximité du site est fonctionnel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 14 : Volume d'eau maximal prélevé**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 3.1.3.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quantité maximale d'eau prélevable</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'usage industriel, la valeur maximale suivante devra être respectée :</p> <p>- 27 000 m<sup>3</sup>/an.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un relevé du compteur d'eau, prélevée dans la nappe par forage est réalisé chaque semaine. En 2024, l'exploitant a consommé 3500 m<sup>3</sup>. Cette faible consommation est liée à une plus faible activité qu'en 1999.</p> <p><b>Pas d'écart relevé sur ce point.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 15 : Qualité des rejets aqueux**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/1999, article 3.5.2.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des VLE pour les rejets aqueux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Au 1er janvier 2000, les eaux rejetées en Loire auront les caractéristiques physico-chimiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• [MES] &lt; 100 mg/l</li> <li>• [Plomb] &lt; 0,5 mg/l</li> <li>• [Hydrocarbures] &lt; 10 mg/l</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p>

A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport d'analyse des rejets aqueux faisant suite au prélèvement du 2 novembre 2022.

Sur ce rapport, l'inspection constate que la désignation du type de rejet n'est pas très précise. De plus, le contrôle n'aurait porté que sur un seul exutoire alors que, d'après le plan des réseaux transmis, il existe au moins trois rejets directs en Loire et d'autres rejets vers le réseau d'eaux usées.

Le rejet analysé est un rejet en Loire. Dans ces conditions, les VLE applicables sont celles de la prescription ci-dessus et non celles prises pour référence par le bureau de contrôle.

Sur la base des observations ci-dessus, l'inspection relève un dépassement de la concentration en MES (251 mg/l pour une VLE à 100 mg/l) pour le rejet en Loire.

A noter qu'un dépassement avait également été relevé en mars 2019, septembre 2019 et en décembre 2020. Les mesures effectuées en novembre 2022 étaient conformes.

**Écart : Les eaux rejetées en Loire ne respectent pas la concentration maximale autorisée de 100 mg/l pour le paramètre matière en suspension (MES) et l'ensemble des points de rejet n'ont pas fait l'objet d'une surveillance .**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans la mesure où la périodicité des contrôles est fixée à trois ans, l'exploitant doit prévoir un nouveau contrôle de la qualité de l'ensemble de ses rejets aqueux en 2025. Le rapport devra explicitement décrire la localisation du rejet en lien avec le plan des réseaux fourni, le processus associé à ce point de rejet, une estimation du volume annuel d'eau rejeté par point de rejet et une vérification de la conformité de la qualité des eaux aux regards des VLE de l'arrêté préfectoral du 13 janvier 1999 et de celles de l'arrêté ministériel de prescriptions générales relatives à l'activité exercée en lien avec le rejet, pour les rejets en Loire (ex: pour le rejet des postes d'émaillage, l'AM du 7/7/2009).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois